

09/2021

Synthèse de l'actualité internationale de septembre 2021

vendredi 1er octobre 2021, par [Axelle DEGANS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Axelle DEGANS](#), **Synthèse de l'actualité internationale de septembre 2021**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 1er octobre 2021.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Qu'avez-vous retenu de l'actualité internationale de septembre 2021 ? Si vous avez été un peu noyé par une rentrée brutale, voici la précieuse synthèse d'Axelle Degans qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique mondiale, suivent la spécialité #HGGSP voire préparent un concours dans des conditions qui commencent à s'éclaircir. Mobilisez-vous, la bagarre sera intense ! Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique](#) @diploweb. Bonus vidéo, en pied de page, Avec Michel Foucher, sur les chemins de la géographie... politique.

Le sort des urnes

A COMPTER de septembre 2021, l'Allemagne fédérale passe à l'après-Merkel. La chancelière, au pouvoir pendant seize années, a incarnée l'affirmation sur la scène européenne d'une Allemagne décomplexée, ayant tourné le dos à son encombrant passé. Sous son mandat, l'Allemagne s'est consolidée économiquement et a considérablement accru son influence sur ses partenaires européens, dont la France. Chacun se rappelle, notamment, comment durant les temps qui ont suivi la crise financière de 2008, c'est A. Merkel qui a fixé le tempo et le périmètre des décisions politiques et économiques à l'échelle de l'UE, pendant que N. Sarkozy trépignait d'impatience. La succession d'A. Merkel s'annonce délicate. Les élections législatives ont été remportées par les sociaux-démocrates du SPD d'Olaf Scholz avec à peine plus d'un quart des suffrages exprimés et très peu d'avance sur les conservateurs de la CDU-CSU d'Armin Laschet. De longues tractations pour former un gouvernement se profilent car le futur chancelier n'est pas forcément issu du parti arrivé en tête aux élections, tout dépend des alliances électorales nouées. Ainsi les écologistes des *Grünen*, avec moins de 15% des voix, et les libéraux du FPD avec à peine plus de 11% seront les clés de la composition du prochain gouvernement allemand.

En Algérie, l'ancien président Abdelaziz Bouteflika est mort courant septembre 2021. Après avoir contribué à la chute de A. Ben Bella au milieu des années 1960, il a dirigé son pays pendant vingt années, au sortir de la terrible guerre civile des années 1990 qui a ensanglanté l'Algérie. Il ne s'est jamais remis d'un accident vasculaire cérébral (2013). Nombreux sont ceux qui estimaient que dès lors c'est son frère qui assurait la réalité du pouvoir. Les manifestations populaires de 2019 le contraignent à renoncer à se présenter pour un nouveau mandat présidentiel. Les dirigeants algériens portent une responsabilité considérable dans la dynamique mortifère des décennies post-indépendance (1962).

La France a reçu courant septembre 2021 le nouveau Premier ministre libanais, Najib Mikati. Le pays du Cèdre sort d'une année sans réel chef d'État, et traverse une terrible crise économique, monétaire et sociale. En affichant son soutien à ce nouveau chef de l'exécutif, la France montre son soutien au pays du Cèdre, même si la future politique gouvernementale libanaise a à peine été ébauchée. Le bilan des déplacements du président E. Macron à Beyrouth reste médiocre.

Les élections législatives russes de septembre 2021 ont vu la victoire du parti Russie unie, du chef de l'État, avec un peu moins de la moitié des suffrages exprimés : ce parti conserve la

majorité absolue des sièges à la Douma. L'opposition dénonce de multiples fraudes. Les affaires continuent.

Masterclass Diploweb



Toujours la violence

Un putsch s'est déroulé en Guinée courant septembre 2021. Des soldats des forces spéciales ont arrêté le président Alpha Condé (83 ans), réélu à l'automne 2020 pour un troisième mandat. Les militaires assurent agir pour « sauver la patrie en danger » au nom d'un Comité national de redressement et de développement. Le pays, particulièrement corrompu, traverse une grave crise économique. Les putschistes ont annoncé qu'ils honoreront tous les accords déjà contractés. La Guinée est le deuxième exportateur mondial de bauxite, elle a donc rassuré ainsi ses partenaires commerciaux.

De terribles combats continuent à se dérouler au Yémen., les morts continuent. Les Houthis yéménites seraient à l'origine d'une attaque de l'aéroport saoudien d'Abha par un drone : une attaque qui n'a fait que des dégâts mineurs.

En Éthiopie, les violences se poursuivent dans la province du Tigré et commencent même à se diffuser dans le pays où des milices se réarment.

A Dars-es-Salaam, capitale de la Tanzanie, un individu a tué quatre personnes devant l'ambassade de France avant d'être neutralisé. Al Qaida a revendiqué cet attentat terroriste visant de nouveau les intérêts français à l'étranger. Ce n'est pas la première fois que ce pays est le théâtre de la violence terroriste, puisqu'en 1998, l'ambassade américaine avait été la cible d'un attentat.

[En Afghanistan](#), les talibans affirment courant septembre 2021 contrôler désormais tout le

pays, y compris la vallée du Panshir d'où le Front national de résistance (FNR) avait décidé de mener un combat contre le nouveau pouvoir de Kaboul, sous l'égide d'Ahmad Massoud. Ce choix rappelant le combat mené par Ahmed Shah Massoud (le père du précédent) contre les Soviétiques puis les talibans. Ahmad Massoud a néanmoins appelé tous les Afghans à résister aux talibans.

[La Russie](#) et la Biélorussie organisent en septembre 2021 des exercices militaires - Zapad 2021 - suffisamment vastes pour inquiéter la Pologne qui décrète l'état d'urgence pour trente jours. Ils concernent quelques 200 000 soldats et mobilisent tant l'armée de terre que la marine dans la Baltique. Si Varsovie y voit une forme d'intimidation, Vladimir Poutine et Alexandre Loukachenko affirment qu'il ne s'agit que d'une réponse face au renforcement de l'OTAN dans la partie orientale de l'Europe. Cette escalade des tensions s'opère sur fond de sanctions internationales pesant sur la Russie depuis l'annexion illégale de la Crimée (2014) et sur la Biélorussie depuis les dernières élections (2020) dont les résultats sont contestés. Elle a aussi pour toile de fond une crise migratoire, des flux qui proviennent certes de Syrie, mais aussi de plus en plus d'Asie centrale... et d'Afghanistan. Il existe un chemin de migration vers l'espace Schengen passant par l'Est, ce qui met sous tension ses frontières orientales, notamment au niveau des pays baltes et de la Pologne. Ces flux migratoires pourraient être en partie manipulés par la Russie.

Au Mali, l'actuel gouvernement issu d'un putsch envisage de collaborer avec la société privée russe de mercenaires Wagner, déjà connue pour ses interventions lors de conflits (Syrie, Libye). En Centrafrique, elle collabore avec le pouvoir, prenant en main des pans entiers de la vie et de l'économie du pays. Cette évolution inquiète Paris, déjà engagée dans une stratégie de diminution de ses effectifs militaires au Mali. La nature a horreur du vide, dit-on, et la Russie profite déjà du retrait progressif de la France. La ministre des Armées, Florence Parly, s'est déplacée à Bamako pour signifier que la France n'envisage pas une collaboration avec la société Wagner dans l'encadrement des forces de l'ordre maliennes. L'armée française a cependant éliminé le chef de l'État islamique au grand Sahara (EIGS), mais elle déplore fin septembre 2021 la mort d'un nouveau soldat issu de septième bataillon des chasseurs alpins.

La France humiliée, l'Union européenne ignorée

La France apprend courant septembre 2021 la dénonciation par l'Australie d'un important contrat portant sur douze sous-marins barracudas vendus par Naval Group. À l'évidence, les conséquences économiques et sociales sont fâcheuses, notamment à Cherbourg, mais les aspects géopolitiques ne sont pas moins importants. En fait, la France n'a pas seulement perdu un contrat, elle a le sentiment d'avoir été trahie par ses alliés anglo-saxons. Canberra renonce à son contrat pour acheter d'autres sous-marins et contracter une alliance stratégique avec les États-Unis et le Royaume Uni, l'AUKUS. Ce sentiment de déclassement géopolitique conduit la France à rappeler ses ambassadeurs en Australie et aux États-Unis. La colère du président français E. Macron n'a pas été comprise au Danemark, mais un soutien a été apporté à Paris par les instances européennes. Ce n'est, bien sûr, pas la première crise entre Paris et Washington, depuis celle de 1966 quand le général de Gaulle retire la France du commandement intégré de l'OTAN pour conserver une autonomie stratégique jusqu'à celle de 2003 quand la France de J. Chirac refuse de participer à une intervention militaire sous l'égide américaine en Irak. Une intervention américaine sous un prétexte fallacieux dont les résultats

ont été catastrophiques, notamment en matière d'essor du terrorisme. La crise de 2021 est un camouflet d'autant plus terrible pour Paris que la France sait qu'elle ne pourra pas longtemps rester fâchée avec un aussi important partenaire commercial ni avec ce partenaire stratégique dont elle dépend en partie pour le renseignement par exemple, notamment au Sahel.

L'Union européenne, dont de nombreux membres appartiennent à l'OTAN, n'a pas été consultée par les États-Unis concernant l'affaire de la rupture de contrat et surtout à propos de la nouvelle alliance stratégique nouée dans cette région indopacifique. Cela en dit long sur le mépris dans lequel les États-Unis de Joe Biden tiennent l'UE, voire la France, au moins sur le plan stratégique. [À ce stade on peut repenser à la déclaration du président français quand il affirmait que l'OTAN était en « mort cérébrale »](#). Cette affaire pose clairement la question de l'autonomie stratégique européenne. Combien de claques seront encore nécessaires avant que les pays de l'UE se saisissent du sujet ? Et sera-t-il alors encore temps ? Pendant ce temps, les réseaux pro-russes s'activent pour démultiplier l'effet de ce désarroi en appelant à une nouvelle sortie de la France du commandement militaire intégré de l'OTAN, ce qui ferait les affaires de Moscou sans rien régler de celles de l'UE ni même de la France. Il faut reconnaître à la Russie une certaine constance dans son objectif stratégique historique : découpler les relations UE-États-Unis via un affaiblissement de l'OTAN. Adossés à l'actualité et à la blessure narcissique française, les réseaux pro-russes poussent une énième fois à une sortie de la France du commandement militaire intégré de l'OTAN.

Un rapport du Sénat français insiste sur l'analyse d'[une Chine comme rival systémique](#). Il appelle à la définition d'une stratégie au niveau européen et multiplie les recommandations pour limiter les stratégies d'influence de Pékin jusqu'au sein de l'Union européenne. Il incite à ce que la prochaine présidence française de l'Union – premier semestre 2022 – soit l'occasion d'une prise de conscience des intérêts communs des Européens et d'une coordination des réactions européennes.

Toujours à propos de la Chine, un rapport de l'IRSEM fait grand bruit fin septembre 2021 : P. Charon et J.-B. Jeangène Vilmer, « Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien », disponible gratuitement sur le site de l'IRSEM. Il sera prochainement disponible en anglais.

L'UE face au défi de l'énergie

[Le prix de l'énergie](#) flambe. Si l'Europe communautaire a su développer une Politique agricole commune (PAC), elle n'a pas su – ou voulu – le faire dans le domaine de l'énergie. Les mesures annoncées (aides ponctuelles et ciblées) ne remédient pas au défi d'[une énergie](#) chère, à l'heure d'un marché unique de l'énergie.

Le président du Conseil italien, Mario Draghi, s'en inquiète, le président français promet des « chèques énergie » pour les plus pauvres, le Premier ministre espagnol dénonce la politique de transition énergétique voulue par les instances bruxelloises. Ainsi, dans de nombreux pays européens l'électricité est de moins en moins produite dans des centrales à charbon – pour limiter les gaz à effet de serre – et davantage dans des centrales à gaz, or le prix du gaz augmente de façon très sensible. Ce qui fait le jeu de la Russie.

Les explications de cette cherté nouvelle de l'énergie sont multiples, faiblesse des stocks, faiblesse des vents qui handicape la production d'électricité d'origine éolienne et sont conjoncturelles, comme celle d'une production d'hydrocarbures qui reprend doucement après les périodes de confinement qui ont contracté l'activité économique. Les explications sont aussi géopolitiques. Les pays européens prennent conscience de leur dépendance renforcée vis-à-vis de leurs importations de gaz. Or la Russie est un grand fournisseur de l'Union européenne, qui maintient à son encontre des sanctions depuis l'annexion illégale de la Crimée en 2014. Les Européens prennent de nouveau douloureusement conscience du coût de la dépendance énergétique, les entreprises s'inquiètent d'une facture énergétique qui pourrait considérablement s'alourdir en 2022 et donc amoindrir leur compétitivité.

L'Union européenne veut préparer l'avenir

L'Union européenne annonce vouloir s'investir davantage dans l'espace Indo-Pacifique dont le poids géoéconomique en fait un espace dont la première puissance commerciale du monde ne peut être absente.

La Commission européenne vient de créer, dans le contexte de crise sanitaire que le monde traverse depuis le début de l'années 2020, une agence « anti-épidémie » qui est une première pierre d'une « Europe de la santé ». Il s'agit de mieux réagir face aux prochaines épidémies. Cette autorité communautaire de la santé - la *Health Emergency Response Authority* ou HERA - devra déployer au mieux les traitements en cas de crise sanitaire.

Une réflexion s'élabore dans les pays de l'UE à la suite de la prise de Kaboul par les talibans le 15 août 2021. Les différents ministres de la Défense des pays membres de l'Union européenne se sont réunis. L'idée que l'UE possède une force d'intervention autonome progresse. [Le temps de la prise de conscience de la dépendance militaire serait-il venu dans une organisation régionale allergique à la puissance qui a traversé plus de deux décennies de démilitarisation ? Longtemps, l'Europe communautaire s'est payé de mots en s'illusionnant sur le poids de ses normes commerciales, mais les réalités géopolitiques sont autrement plus vastes, complexes et violentes. Le temps des « bisounours » \(H. Védrine\) est-il révolu ?](#)

La Chine se ferme

A l'heure où [la Chine](#) affiche une santé économique post-covid que beaucoup lui envient, elle commence visiblement à appliquer les directives du XIVème plan quinquennal, présenté au printemps 2020, visant à renforcer l'autosuffisance du pays. La Chine a toujours pratiqué une ouverture contrôlée tant dans l'espace qu'au niveau économique. Elle inaugure aujourd'hui, alors qu'elle a acquis une position de force dans de nombreux domaines - en partie grâce à l'espionnage - une politique pour plus que jamais favoriser les entreprises nationales au détriment des acteurs étrangers. Acteurs étrangers qui lui ont servi sur un plateau depuis les années 1980 leur R&D, avec une naïveté confondante. Après avoir aspiré des connaissances et pénétré les marchés, [la Chine](#) compte maintenant des ingénieurs innovants, soutenus par les moyens de renseignement extérieur et de financement très au-dessus des capacités de pays européens souvent surendettés, ce qui limite leurs marges de manœuvre.

Cette décision chinoise relève d'une attitude plus globale de reprise en main au nom de la sécurité nationale. Les répressions à Hong Kong et à l'encontre des Ouïgours sont très visibles. Le pouvoir communiste chinois met au pas les géants de la Tech qu'il a porté avant qu'ils ne deviennent trop puissants à son goût. Il durcit les conditions auxquelles sont soumises les filiales des firmes étrangères installées sur son sol. Nombre d'entre-elles renoncent à y continuer leur activité. [Une fois pillées, il est bien temps de rentrer à la maison...](#) Un renforcement tous azimuts du pouvoir communiste sur l'économie et la société chinoise, mais aussi sur [le numérique](#) avec un contrôle beaucoup plus sévère des données chinoises, désormais moins accessibles aux firmes étrangères, est clairement observable. Le contexte géopolitique de tensions croissantes avec les États-Unis, dont l'analyse d'une nouvelle faiblesse relative aiguise les appétits, ainsi que dans l'Indo-Pacifique expliquent cette remise en ordre. Plus qu'un repli sur soi, on peut peut-être y voir peut-être la préparation d'un avenir plus troublé, voire plus conflictuel.

Des tensions au Maghreb

Les tensions continuent entre l'Algérie et le Maroc. Alger interdit courant septembre 2021 l'accès de son espace aérien à son voisin. Il s'agit d'une nouvelle escalade après la rupture des relations diplomatiques entre ces deux grands pays du Maghreb, rupture à l'initiative de l'Algérie. Le conflit avec le voisin est [une ressource politique](#) pour occuper les esprits davantage préoccupés par l'incapacité des dirigeants publics et privés à produire les conditions d'un développement économique profitable au plus grand nombre.

L'Algérie demande lors de l'Assemblée générale de l'ONU que le peuple sahraoui puisse accéder à l'autodétermination grâce à l'organisation d'un referendum. C'est une attaque frontale contre le Maroc qui entend conserver dans son giron le Sahara occidental.

Actualité de l'Espace

Le géant européen Ariane Group annonce la suppression d'environ six cents emplois, surtout sur des sites français et allemands, en raison d'un marché très bousculé par les firmes privées américaines comme Space X.

Le tourisme spatial est devenu en septembre 2021 une réalité La navette *Crew Dragon* de Space X - firme d'Elon Musk - a emmené les quatre premiers touristes de l'espace. Le voyage aurait coûté environ cinquante millions de dollars par personne...

Bonnes nouvelles

La vingt-et-unième édition du Forum International de Cybersécurité s'est tenu en septembre 2021 à Lille, première manifestation du genre en présentiel depuis le « grand confinement ». Cette édition a été un grand succès.

La France a brillé aux Jeux paralympiques de Tokyo où elle a remporté cinquante-quatre médailles dont onze médailles d'or. Elle a dépassé son objectif de trente-cinq médailles et se

hisse à la quatorzième place mondiale.

Une étude de l'équipe du laboratoire Neurosciences et cognition dirigée par Vincent Prévot de l'Inserm parue cet été dans la revue *Nature Metabolism* met en lumière le rôle joué par une hormone, la leptine. Elle y explique comment cette hormone pénètre dans le cerveau, y régule en quelque sorte l'appétit et joue un rôle réversible dans la sécrétion d'insuline. Un espoir dans le traitement du diabète de type 2 qui touche aujourd'hui 460 millions de personnes dans le monde et l'obésité.

Le prestigieux prix Breakthrough Prize de 3 millions de dollars vient d'être décerné à un trio - un biophysicien français Pascal Mayer et deux britanniques. Les recherches de Pascal Mayer ont permis la mise au point d'une nouvelle technique de séquençage du génome beaucoup plus rapide qui a servi entre autre à décrypter le génome du COVID.

Copyright Octobre 2021-Degans/Diploweb.com

Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par *Diploweb* pour la réussite aux concours.

. [Axelle Degans, "La synthèse de l'actualité internationale 2020. Réussite aux concours 2021 !", éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Florent Parmentier, Pierre Verluise \(sous la dir.\), "Géopolitique de l'Europe trois décennies après l'ouverture du Rideau de fer", éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Axelle Degans, "La synthèse de l'actualité internationale 2019. Réussite aux concours 2020 !", éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique, éd. Diploweb via Amazon"](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Géopolitique du monde de Trump. La stratégie du chaos ?" éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières" , éd. Diploweb via Amazon](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit"](#).

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#).

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

- . [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)
 - . [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)
 - . [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)
 - . [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)
 - . [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)
-

Bonus vidéo. Michel Foucher Sur les chemins de la géographie... politique

P.-S.

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.